



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 7 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VAEDEC (ex. BM ENVIRONNEMENT)

638 Route des Marceaux
42 130 Sainte-Agathe-La-Bouteresse

Références : UID4243-DSSP-025-003
Code AIOT : 0006112379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement VAEDEC (ex. BM ENVIRONNEMENT) implanté 638 Route des Marceaux 42 130 Sainte-Agathe-la-Bouteresse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis fin 2023 un dossier portant à connaissance un projet d'extension de son site. Cette extension ne modifie pas les activités exercées sur le site. Elle a principalement pour objet la construction de nouveaux bâtiments sociaux et administratifs, et l'amélioration de la circulation sur le site.

Ce projet a néanmoins pour conséquence d'inclure au sein du périmètre ICPE le piézomètre de contrôle "aval". Un nouveau piézomètre va donc être créé en limite de propriété.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAEDEC (ex. BM ENVIRONNEMENT)
- 638 Route des Marceaux 42 130 Sainte-Agathe-la-Bouteresse
- Code AIOT : 0006112379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VAEDEC (ex-BM Environnement) exploite, à Sainte-Agathe-la-Bouteresse, une installation de déconditionnement de biodéchets et de transit de déchets dangereux et non dangereux. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 03/09/2020 modifié par l'arrêté préfectoral du 24/11/2021 pour ce qui concerne les conditions de gestion des eaux pluviales.

L'activité de déconditionnement des biodéchets est désormais classée sous la rubrique 2783 (décret n° 2023-153 du 02/03/2023). Compte-tenu du volume d'activité de l'établissement, celui-ci relève du régime de l'enregistrement.

L'exploitant ne s'est pas positionné vis-à-vis de cette rubrique. Néanmoins, les prescriptions de l'arrêté du 02/03/23 relatif à ces installations sont applicables, en plus de celles initialement fixées par les arrêtés préfectoraux du site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 20/12/2024, article R.541-45	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux traitées introduites dans le process	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4	Sans objet
2	Entretien du dispositif de traitement	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4	Sans objet
3	Suivi des eaux pluviales rejetées	Arrêté Préfectoral du 03/09/2020, article 4.5	Sans objet
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/09/2020, article 4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède à la surveillance des eaux traitées qu'il réintroduit dans son process. L'ensemble des eaux pluviales collectées sur le site est ainsi traité et réutilisé, aucun rejet d'eau pluviale n'est réalisé.

Il procède également à la surveillance des eaux souterraines, mais certaines informations ne sont pas correctement reportées dans l'application GIDAF. Une vigilance particulière doit donc y être portée.

La traçabilité des déchets dangereux est également à améliorer : un BSD doit être émis sous l'application Trackdéchets pour chaque expédition de déchets dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux traitées introduites dans le process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4																				
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles																				
Prescription contrôlée : Les eaux en sortie de traitement font l'objet d'une analyse selon les dispositions suivantes :																				
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Codes SANDRE</th><th>Fréquence</th><th>Type d'échantillon</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>1305</td><td>mensuelle</td><td>Moyen mensuel</td></tr><tr><td>DCO</td><td>1314</td><td>mensuelle</td><td>Moyen mensuel</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>1313</td><td>mensuelle</td><td>Moyen mensuel</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>7009</td><td>mensuelle</td><td>Moyen mensuel</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Codes SANDRE	Fréquence	Type d'échantillon	MES	1305	mensuelle	Moyen mensuel	DCO	1314	mensuelle	Moyen mensuel	DBO5	1313	mensuelle	Moyen mensuel	Hydrocarbures	7009	mensuelle	Moyen mensuel
Paramètres	Codes SANDRE	Fréquence	Type d'échantillon																	
MES	1305	mensuelle	Moyen mensuel																	
DCO	1314	mensuelle	Moyen mensuel																	
DBO5	1313	mensuelle	Moyen mensuel																	
Hydrocarbures	7009	mensuelle	Moyen mensuel																	
Lorsque la teneur en hydrocarbures dépasse 0,05 mg/l, les eaux traitées ne sont pas introduites dans le process mais rejetées au milieu naturel si les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.4.1.1. sont respectées.																				
Constats : Une analyse des eaux traitées est réalisée à la fréquence mensuelle. La valeur seuil de 0,05 mg/l d'hydrocarbures n'est jamais dépassée. L'attention de l'exploitant est néanmoins attirée sur la valeur seuil qui est reprise dans le rapport de suivi des eaux traitées qui est celle fixée pour le rejet dans le milieu naturel (10 mg/l). La valeur seuil pour la réintroduction dans le process est bien de 0,05 mg/l. Le délai de transmission des résultats doit être le plus court possible, pour plus de réactivité en cas de problème constaté. Le bureau d'étude qui fait le prélèvement et transmet l'échantillon au laboratoire doit veiller à faire suivre à l'exploitant les résultats du laboratoire dès leur réception.																				
Type de suites proposées : Sans suite																				

N° 2 : Entretien du dispositif de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'article 4.3.4. de l'arrêté préfectoral n° 256-DDPP-20 du 03/09/2020 est modifié comme suit : Les eaux pluviales issues du ruissellement des voiries et plateformes (hors station service) sont traitées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">– passage par un débourbeur-deshuileur,– filtration sur un filtre à plaques en fibres de cellulose.

Ces dispositifs font l'objet d'un entretien régulier et d'un suivi de la part de l'exploitant.
Constats : Le dispositif de traitement fait l'objet d'un entretien régulier. Les filtres sont remplacés tous les 6 mois. Les factures relatives à cette opération ont été transmises à l'inspection à l'issue de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des eaux pluviales rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2020, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	1305	instantané	trimestrielle	Trimestrielle (le mois suivant la réception des résultats d'analyse)
DCO	1314	instantané	trimestrielle	
DBO5	1313	instantané	trimestrielle	
Hydrocarbures	7009	instantané	trimestrielle	

Constats :

La consultation des données saisies dans GIDAF montre qu'il n'y a aucun rejet.
L'exploitant indique que l'ensemble des eaux est traité et réintroduit dans le process.
Un résultat d'analyse est renseigné sur 2021, mais avec un volume rejeté égal à 0. Il ne s'agit donc vraisemblablement pas d'une analyse correspondant à un rejet d'eau pluviale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de vérifier à quoi correspond cette analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/09/2020, article 4.6		
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines		
Prescription contrôlée : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols		
COMPARTIMENTS	PARAMÈTRES	Code sandre
EAUX SOUTERRAINES	Hydrocarbures	7009
	HAP	1117
	AOX	1106
	Sommes métaux	8095
L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines deux fois par an en période de hautes et basses eaux.		
Constats : La consultation des informations saisies sous GIDAF montre qu'une seule analyse par an est saisie alors que 2 analyses annuelles sont réalisées. L'exploitant doit veiller à saisir l'ensemble des résultats dans l'application. Il est également constaté des anomalies de saisies (erreur d'unité, 1 seul pz saisi sur les 2, etc.)		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de vérifier et de corriger l'ensemble des informations saisies.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2024, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Utilisation de l'application Trackdéchets
Constats : L'établissement est enregistré sous Trackdéchets. Sur 2024, les seuls déchets dangereux expédiés sont :

Code déchet	Description	Type de flux	Quantité
06 02 04*	hydroxyde de sodium et hydroxyde de potassium	Sortant→	0.092 t
11 01 11*	liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses	Sortant→	0.789 t
<p>Ces déchets ne semblent pourtant pas correspondre à l'activité réalisée sur le site. Les déchets provenant du séparateur d'hydrocarbures et les effluents pompés au niveau de la station-service (déconnectée du réseau d'eaux pluviales) devraient par contre y figurer.</p> <p>La dernière intervention sur le séparateur remonte à novembre 2023 (intervention Chimirec). Aucun BSD n'a été émis, seul un bon d'enlèvement d'huiles usagées a été établi. Ce bon d'enlèvement était valable pour les collectes d'huiles usagées (type huiles moteurs) mais pas pour les déchets provenant de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • programmer rapidement l'entretien du séparateur (entretien annuel), • émettre un BSD pour chaque expédition de déchets dangereux. 			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 1 mois			